

## OPINION INDIVIDUELLE DE M. BASDEVANT

Tout en me ralliant au dispositif de l'arrêt, je dois déclarer que les motifs qui m'y ont déterminé sont, dans une large mesure, différents de ceux que la Cour a énoncés. Je crois donc devoir indiquer dans ses grandes lignes, sans approfondir chaque point particulier, par quelle voie j'arrive à souscrire à ce dispositif. Ce faisant, je n'entends ni entreprendre une critique des motifs adoptés par la Cour ni m'expliquer sur tous les points qui peuvent être relevés dans l'argumentation souvent surabondante présentée par les Parties : l'une et l'autre chose dépasseraient les limites dans lesquelles, à mon avis, doit se tenir une opinion individuelle. Je m'abstiendrai même de signaler les points particuliers sur lesquels je suis en accord avec les motifs énoncés par la Cour.

A mes yeux le présent litige porte essentiellement sur l'interprétation, quant à ses effets à l'égard des Écréhous et des Minquiers, du partage du duché de Normandie effectué au moyen âge entre le roi d'Angleterre et le roi de France, le Royaume-Uni étant aujourd'hui aux droits du roi d'Angleterre, la République française aux droits du roi de France. Le problème a été ainsi posé à l'audience du 17 septembre par sir Lionel Heald. Cette idée de partage se retrouve à diverses reprises dans les plaidoiries du professeur Wade et du professeur Gros.

Sir Lionel Heald datait du XIII<sup>me</sup> siècle la division dont il s'agit de déterminer l'effet. En réalité, les données de ce partage se situent au cours d'une période plus longue. Ce partage, en effet, a été effectué par une série d'actes de guerre, de faits de possession et de traités au cours des XIII<sup>me</sup> et XIV<sup>me</sup> siècles. Les deux Parties remontent à cet ensemble pour y trouver les titres historiques dont elles entendent se prévaloir.

Aux premiers jours du XIII<sup>me</sup> siècle, à la veille de la division de la Normandie, les Écréhous et les Minquiers font partie de celle-ci et sont soumis à son duc. A ce moment le roi d'Angleterre, comme tel, n'y a aucun droit : la conquête qu'en 1066 le duc de Normandie a faite de l'Angleterre et du titre de roi de ce pays, n'a pu donner au roi d'Angleterre, comme tel, des titres sur les possessions du duc de Normandie. Les deux couronnes, l'une royale, l'autre ducale, sont sur la même tête, mais elles restent juridiquement distinctes : situation en parfaite harmonie avec l'état du droit de la période féodale, que la conception de l'État princier laissera subsister, que seule contredira victorieusement la conception de l'État national et qui laissera encore des survivances jusqu'à l'époque moderne et contemporaine. Pour que le roi d'Angleterre

## INDIVIDUAL OPINION OF JUDGE BASDEVANT

[*Translation*]

While concurring in the operative part of the Judgment, I am bound to say that the reasons for which I do so are to a great extent different from those stated by the Court. I therefore think that I should indicate in outline, but without exhaustive consideration of each separate point, the means by which I arrive at agreement with the operative part. I do not propose, in doing this, to embark upon a criticism of the reasoning adopted by the Court, nor to express my views on all the points dealt with in the at times over-complete arguments of the Parties ; to do either would be to go beyond the bounds within which an individual opinion ought, in my view, to be kept. I shall not indeed indicate the particular points on which I am in agreement with the reasons given by the Court.

In my view the present proceedings are essentially concerned with the interpretation, in so far as it affects the Ecrehos and the Minquiers, of the division of the Duchy of Normandy in the Middle Ages between the King of England and the King of France, the United Kingdom being now the successor to the rights of the King of England while the French Republic is the successor to the rights of the King of France. The problem was posed in this form by Sir Lionel Heald at the hearing on September 17th. Reference to this idea of division is made on a number of occasions in the course of the arguments of Professor Wade and of Professor Gros.

Sir Lionel Heald placed this division, the effect of which has to be determined, in the thirteenth century. In reality the facts constituting the division were spread over a longer period. The division was indeed effected as a result of a series of acts of war, acts of possession and treaties in the course of the thirteenth and fourteenth centuries. Both Parties go back to all these factors to find the historic titles upon which they seek to rely.

At the very beginning of the thirteenth century, immediately before the division of Normandy, the Ecrehos and the Minquiers formed a part of this Duchy and were subject to its Duke. The King of England, as such, did not then possess any rights there : the Duke of Normandy's conquest of England in 1066 and his acquisition of the title of King of that country cannot have conferred upon the King of England, as such, any title to the possessions of the Duke of Normandy. The two crowns, one royal, the other ducal, were vested in the same person, but legally they remained distinct. This situation was in complete consonance with the law of the feudal period, which was to subsist in the time of the conception of the princely State only to give way with the growth of the conception of a national State, leaving traces even in modern

prenne place dans le statut de la Normandie, il faudra qu'il se substitue au duc de Normandie : cette novation se produira au cours des événements par lesquels s'effectuera le partage qu'il s'agit d'interpréter.

A la veille de la division de la Normandie, le roi de France était suzerain du duc de Normandie. Le titre qu'il avait ainsi sur le duché et sur les îles qui en faisaient partie, n'était pas un titre purement nominal. Le jugement de 1202, la commise qui en a été l'effet, telles ou telles dispositions du traité de Troyes de 1420 et jusqu'à la terminologie du traité de Paris de 1259 qui emploie le terme : donner pour désigner ce que fait le roi de France suzerain lorsqu'il relève, pour certains territoires, le roi d'Angleterre des effets de la commise, le montrent. Cependant suzeraineté n'est pas souveraineté. Pour que la République française puisse utilement se prévaloir aujourd'hui du titre ancien du roi de France, il faudra que ce titre ancien se soit accru par la disparition, au-dessous du roi de France et à l'égard des îlots litigieux, du vassal, le duc de Normandie. Une transformation de ce genre s'est produite à l'égard de la Normandie continentale au cours des événements qui ont effectué le partage. Il s'agit de déterminer si semblable transformation s'est produite au profit du roi de France à l'égard des Écréhous et des Minquiers ou si la naissance d'un droit propre et indépendant au profit du roi d'Angleterre sur ces îlots y a mis obstacle. Telle est la vraie question, sans qu'il y ait à s'arrêter à l'allégation que la suzeraineté du roi de France aurait été rendue caduque par la disparition du régime féodal vers la fin du xv<sup>me</sup> siècle, allégation qui fait bon marché du fait que, jusqu'à la fin du xvii<sup>me</sup> siècle, la politique des limites suivie par la royauté française a été attachée aux principes féodaux et que des survivances de ceux-ci se sont maintenues beaucoup plus tard encore.

Le jugement de 1202 dont les Parties ont débattu n'a, par lui-même, aucune pertinence dans la présente affaire car, rendu contre le duc de Normandie, il ne touche pas le roi d'Angleterre. Il ne lui enlève aucun droit puisque les droits sur la Normandie sont au duc, non au roi d'Angleterre et, assurément, il ne confère aucun droit au roi d'Angleterre. En conséquence, il n'y a pas à s'arrêter aux doutes et critiques auxquels ce jugement a donné lieu. Ce jugement ne mérite d'être mentionné ici que parce qu'il est à l'origine des événements qui sont au point de départ, d'une part, de la substitution du roi d'Angleterre au duc de Normandie dans la domination sur Jersey, Guernesey et autres îles, d'autre part, de la substitution de la souveraineté du roi de France à sa suzeraineté sur la Normandie continentale.

times and indeed until the present day. For the King of England to have any place in the status of Normandy it is necessary for him to be substituted for the Duke of Normandy: such a novation was to take place in the course of the events by which the division which has to be interpreted was effected.

Immediately before the division of Normandy the King of France was the suzerain of the Duke of Normandy. The title which he thus possessed to the Duchy and to the islands which formed a part of it was not merely a nominal title. The Judgment of 1202, the forfeiture which resulted from it, certain provisions of the Treaty of Troyes of 1420 and indeed the terminology of the Treaty of Paris of 1259, which uses the word "give" to indicate what was done by the suzerain, the King of France, when, in respect of certain territories, he released the King of England from the effects of the forfeiture, all these factors go to show that this was so. Suzerainty, however, is not sovereignty. For the French Republic to be able now successfully to rely upon the ancient title of the King of France, it is necessary to show that this ancient title became augmented as a result of the disappearance, from beneath the King of France and in respect of the disputed islets, of the vassal, the Duke of Normandy. A transformation of this sort occurred in the case of Continental Normandy in the course of the events which brought about the division. What has to be determined is whether such a transformation enured to the benefit of the King of France in respect of the Ecrehos and the Minquiers, or whether the birth of some new and independent right over these islets, a right vested in the King of England, prevented such a result. This is the real question, and it is unnecessary to go into the contention that the suzerainty of the King of France lapsed as a result of the disappearance of the feudal system towards the end of the fifteenth century, a contention which makes light of the fact that up to the end of the seventeenth century the policy followed by the French Kings in regard to boundaries was linked to feudal principles, and of the fact that survivals of these principles remained until a much later date than this.

The Judgment of 1202, with regard to which there has been controversy between the Parties, is not in itself relevant to the present case, for given as it was, against the Duke of Normandy, it did not affect the King of England. It did not deprive him of any right since the rights over Normandy belonged to the Duke and not to the King of England, and clearly it did not confer any right upon the King of England. It is therefore unnecessary to linger upon the doubts and criticisms to which this Judgment has given rise. The Judgment deserves to be mentioned here only because it is at the origin of the events marking, on the one hand, the beginning of the substitution of the King of England for the Duke of Normandy in regard to domination over Jersey, Guernsey and other islands, and, on the other hand, the beginning of the substitution of the sovereignty of the King of France for his suzerainty over Continental Normandy.

Au jugement de 1202 et à la commise qui en est la suite, le roi Jean, comme duc de Normandie, oppose son défi ; il résiste à la commise en ayant, pour cela, recours à la force dont il dispose comme roi d'Angleterre. Tandis que le roi de France élimine son vassal de la Normandie continentale, le roi d'Angleterre, après des vicissitudes diverses, se met en possession des îles ou de certaines d'entre elles. C'est l'éclatement de la Normandie, la division de ce qui avait été uni sous l'autorité du duc et la suzeraineté du roi de France.

Au cours de ces événements, le roi d'Angleterre a acquis *jure belli* et pour lui-même un titre sur les îles qu'il tient en son pouvoir, titre que lui confirmeront certains traités. Il se substitue ainsi dans ces îles au duc de Normandie ; une novation de titre s'opère en sa personne, en conséquence de quoi une « administration nouvelle dut être constituée par la Couronne d'Angleterre pour remplacer celle des Ducs du temps passé », ainsi que le dit le Mémoire, n° 26. Le titre ainsi acquis par le roi d'Angleterre peut, à bon droit, être invoqué aujourd'hui par le Royaume-Uni.

Ce titre du roi d'Angleterre s'est-il étendu aux Écréhous et aux Minquiers ?

Le traité de Paris de 1259 qui règle les effets de la commise, les supprimant en partie, les maintenant pour le reste, me paraît, dans son article 4, viser, entre autres, les îles de la Manche. Il me paraît difficile d'admettre qu'il les ait omises et, quand il parle de la terre deçà la mer d'Angleterre en mentionnant aussitôt après les îles, il me paraît viser les îles de la Manche plutôt que toutes autres îles ; s'il ajoute que le roi d'Angleterre tiendra ces îles « comme pair de France et duc d'Aquitaine », c'est qu'il n'était pas possible de dire dans ce traité que ce roi les tiendrait comme duc de Normandie. De l'article 4 de ce traité, de la mention qu'il fait de l'hommage-lige du roi d'Angleterre au roi de France pour tout ce que celui-ci « donne » à celui-là, il me paraît résulter que le roi d'Angleterre reçoit les îles de la Manche qu'il tient au moment du traité, qu'il les aura comme vassal du roi de France lequel en reste suzerain comme auparavant.

Le traité de Calais ou de Brétigny du 24 octobre 1360 fait un pas de plus en ce qui touche le droit du roi d'Angleterre. Il énonce un accord selon lequel le roi d'Angleterre aura et tiendra toutes les îles qu'il « tient à présent ». Il les tiendra donc purement et simplement et non plus comme vassal du roi de France. Le droit du roi de France sur ces îles disparaît. Ce traité rend inutile de se référer davantage au traité de 1259. Il consacre le droit que le roi d'Angleterre s'est acquis *jure belli*.

King John, as Duke of Normandy, treated the Judgment of 1202 and the forfeiture which ensued as a result of it with defiance; he resisted the forfeiture, having recourse, for this purpose, to force which was available to him in his capacity as King of England. While the King of France eliminated his vassal from Continental Normandy, the King of England, after various vicissitudes, gained possession of the islands or of some of them. This marked the breaking up of Normandy, the division of what had been united under the authority of the Duke and the suzerainty of the King of France.

In the course of these events, the King of England acquired *jure belli* and on his own behalf a title to the islands within his power, a title which was later to be confirmed by certain treaties. He thus became substituted for the Duke of Normandy in these islands. There was a novation of his title as a result of which "some alternative administration had to be framed by the English Crown to replace that of the Duke of former years", as is said in the Memorial (para. 26). The title thus acquired by the King of England may properly be invoked by the United Kingdom at the present day.

Did this title of the King of England extend to the Ecrehos and the Minquiers?

The Treaty of Paris of 1259, which provided for the effects of the forfeiture, partly doing away with these and confirming the remainder, seems to me to refer, in Article 4, to the Channel Islands *inter alia*. It would seem to me to be difficult to hold that it had overlooked them, and when it speaks of land on this side of the sea of England and immediately afterwards mentions the islands, I am of opinion that it refers to the Channel Islands rather than to any other islands; if it adds that the King of England shall hold these islands "as peer of France and Duke of Aquitaine", this is because it was not possible to say in this Treaty that the King should hold them as Duke of Normandy. From Article 4 of this Treaty, and from the reference it contains to the liege homage of the King of England to the King of France in respect of all that the King of France "gives" to the King of England, it seems to me to emerge that the King of England received the Channel Islands which he held at the time of the Treaty, that he was to have them as vassal of the King of France who remained their suzerain as in the past.

The Treaty of Calais or Brétigny of October 24th, 1360, went a step farther with regard to the right of the King of England. It indicated an agreement according to which the King of England should have and hold all the islands which he "now holds". His title to them was thus to be a complete one—he would no longer hold them as a vassal of the King of France. The rights of the King of France over these islands disappeared. This Treaty renders unnecessary further reference to the Treaty of 1259. It confirms the right which the King of England had acquired *jure belli*.

Pour déterminer si ce droit du roi d'Angleterre qui évince celui du roi de France s'étend aux Écréhous et aux Minquiers, il faut déterminer si, au moment du traité de 1360, le roi d'Angleterre tenait ces îlots. Le traité pose cette condition mais il n'énonce rien qui fasse directement apparaître s'il entend comprendre les Écréhous et les Minquiers dans le lot échéant au roi d'Angleterre. Cette imprécision est fréquente dans les traités de l'époque ; ceux-ci ne s'attachent pas à définir des limites précises et se réfèrent à des notions féodales de dépendance ; l'histoire de la monarchie française jusqu'à la fin du XVII<sup>me</sup> siècle est remplie de tout un contentieux portant sur l'interprétation et l'application d'actes de cette sorte. Du fait que les Écréhous et les Minquiers ne sont pas expressément nommés ici, ainsi que du fait qu'en d'autres actes ils ne figurent pas dans telle ou telle énumération d'îles, ou qu'après indication de certaines îles il est fait ou non mention de leurs dépendances, on ne peut tirer aucune conclusion quant à la souveraineté sur les îlots. Il faut faire appel à d'autres éléments de décision.

S'il s'agissait d'interpréter le traité de 1259, il faudrait retenir que, par celui-ci, le roi de France « donne », à charge d'hommage-lige, les îles au roi d'Angleterre qui jusqu'ici n'y avait, comme tel, aucun droit, sinon celui acquis par la force des armes. En conséquence, ce traité devrait, dans le doute, être interprété en faveur du donateur, dans le sens restrictif de la donation. Mais ce qui est en cause, c'est l'interprétation et application du traité de 1360. Or celui-ci ne parle plus d'un don fait par le roi de France. Il énonce un accord portant que le roi d'Angleterre aura les îles qu'il « tient à présent ». Cette disposition doit être interprétée non pas dans un sens favorable *a priori* à l'un plutôt qu'à l'autre, mais dans un esprit d'égalité ainsi qu'il convient pour l'interprétation d'un partage effectué en un siècle de luttes confuses.

Les Écréhous et les Minquiers étaient-ils, en 1360, tenus par le roi d'Angleterre ? Il n'en a pas été apporté la preuve directe et positive. D'autre part, je ne pense pas que la charte du 14 janvier 1200 dont a bénéficié Pierre des Préaux et celle qu'il a accordée en 1203 pour l'établissement d'un prieuré sur l'île d'Écréhou puissent prouver qu'en 1259 et encore moins en 1360, le roi d'Angleterre tenait cette île et les îlots et rochers de ce groupe ; elles nous renseignent sur la dépendance féodale de l'île d'Écréhou en 1200 et 1203, non sur la situation de fait existant en 1360.

Tenir les îles, c'est une expression qui, dans le traité de 1360, est prise au sens militaire ; elle se réfère à la situation créée par la force militaire du roi d'Angleterre. S'il s'agit d'îles habitées,

To determine whether this right of the King of England, which supplanted that of the King of France, extended to the Ecrehos and the Minquiers, it is necessary to ascertain whether the King of England held these islets at the time of the Treaty of 1360. The Treaty imposes this condition, but it contains no clear indication as to whether the Ecrehos and the Minquiers are to be considered as forming part of the portion enuring to the King of England. This lack of precision is common in the treaties of the period; these are not concerned with precise definitions of boundaries but are based rather on feudal concepts of dependence; the history of the French monarchy up to the end of the seventeenth century is filled with a mass of disputes relating to the interpretation and application of instruments of this kind. From the fact that the Ecrehos and the Minquiers are not expressly mentioned here and from the fact that in other instruments they do not appear in one or another of the enumerations of islands, or that after the indication of certain islands there is or is not a reference to their dependencies, no conclusion can be drawn as to the sovereignty over the islets. It is necessary to have recourse to other elements for a decision.

If it were a question of interpreting the Treaty of 1259, it would be necessary to have regard to the fact that the King of France by this Treaty "gives" the islands, on condition of liege homage, to the King of England who, until then and in that capacity, enjoyed no rights there save those which he had acquired by force of arms. In case of doubt, therefore, this Treaty should be interpreted in favour of the grantor, in the sense of restricting the gift. But what is in fact involved is the interpretation and application of the Treaty of 1360. This Treaty, however, does not make any reference to a gift by the King of France. It contains a statement of an agreement to the effect that the King of England should have the islands which he "now holds". This provision must be interpreted, not in a way *a priori* favourable to one Party rather than the other, but in a spirit of equality appropriate to the interpretation of the division effected in a century of confused strife.

Were the Ecrehos and the Minquiers held by the King of England in 1360? No direct and positive evidence to this effect has been adduced. Moreover, I do not think that the Charter of January 14th, 1200, in favour of Piers des Préaux, or the Charter which the latter granted in 1203 for the establishment of a Priory on the island of Ecrehos can provide proof that in 1259, and still less in 1360, the King of England held this island and the islets and rocks within this group; these charters provide us with information as to the feudal dependence of the island of Ecrehos in 1200 and 1203, but they furnish no information as to the factual position existing in 1360.

Holding the islands—this is an expression which is used in the Treaty of 1360 in the military sense; it refers to the situation created by the military strength of the King of England. So far



cette notion correspond à l'établissement de l'autorité militaire anglaise dans ces îles, à la possibilité d'une action exercée par les agents du roi sur leurs habitants et, corrélativement, à l'exclusion d'une action étrangère dans les îles ainsi occupées. Mais tout cela ne peut être exigé pour les Écréhous et les Minquiers, îlots et rochers à peu près inhabités et la plupart inhabitables. Au point de vue militaire pour que le roi d'Angleterre les tienne, il n'est pas nécessaire qu'il y tienne garnison, il suffit que, par sa puissance militaire et navale, il soit en situation d'y intervenir quand il le juge à propos sans en être empêché par les forces du roi de France et que, corrélativement, il soit en situation d'y empêcher l'intervention de ces dernières. Or, il paraît vraisemblable que le roi d'Angleterre s'étant établi dans les îles principales de la Manche, s'y maintenant grâce à la force navale dont il disposait, était, par là même, en situation d'exercer une telle action sur les Écréhous et les Minquiers. Sans faire intervenir ici la notion d'archipel qui ne répond pas à la situation géographique, la proximité de ces îlots par rapport à Jersey vient à l'appui de cette vraisemblance. Il semble donc qu'au sens du traité de 1360, les îlots litigieux étaient alors tenus par le roi d'Angleterre et qu'ainsi était remplie la condition posée par ce traité pour qu'ils lui fussent reconnus dans le partage.

Il serait précieux de pouvoir confirmer cette vraisemblance par quelques faits contemporains. Le plaid de *Quo Warranto* de 1309, qui ne pourrait être retenu que pour la question de l'*advocatio* qui y était posée, n'a pas abouti à une décision expresse sur celle-ci et les motifs invoqués devant les juges et retenus par eux — à savoir la pauvreté du prieuré — sont étrangers à ce chef de demande ; la confirmation recherchée ne se trouve donc pas là. Quant aux rapports de fait avec Jersey résultant de dons faits par les habitants de cette île au prieuré ou de la venue occasionnelle du prieur à Jersey, ils sont pour le moins contrebalancés par les rapports de fait et de discipline ecclésiastique existant alors entre le prieuré des Écréhous et l'abbaye de Val-Richer située en terre française. Ni en cela ni dans des faits analogues on ne peut trouver confirmation ou infirmation de l'hypothèse selon laquelle les îlots litigieux paraissent avoir fait partie des îles tenues par le roi d'Angleterre en 1360.

La période qui suit fut une période de luttes au cours desquelles les armes anglaises eurent souvent l'avantage. Pendant une grande partie de celle-ci la Normandie continentale elle-même est aux mains du roi d'Angleterre. Le traité de Troyes de 1420 qui fit

as inhabited islands are concerned, this idea involves the establishment of English military authority in these islands, the possibility of action taken by the King's agents in respect of the inhabitants and, by the same token, the prevention of foreign action in the islands thus occupied. But none of these elements are to be looked for in the case of the Ecrehos and the Minquiers, islets and rocks which are practically uninhabited and most of which are uninhabitable. From a military point of view, for the King of England to hold them, it is not necessary that he should maintain a garrison there; it is sufficient that by reason of his military and naval power he should be in a position to intervene there when he considers it appropriate without being prevented from doing so by the forces of the King of France and that, by the same token, he should be in a position to prevent intervention by these forces. It would seem probable that the King of England, who had established himself on the principal Channel Islands and who remained there by virtue of the naval power available to him, was thus in a position to take such action in respect of the Ecrehos and the Minquiers. Without here introducing the concept of an archipelago, which is not in consonance with the geographical situation, the propinquity of these islets in relation to Jersey tends to confirm this probability. It would therefore seem that within the meaning of the Treaty of 1360, the disputed islets were then held by the King of England and that the condition imposed by the Treaty for their being assigned to him as part of the division was satisfied.

It would be of very great assistance if it were possible to find confirmation of this probability in certain contemporary facts. The *Quo Warranto* proceedings of 1309, which can be considered relevant only with regard to a question of the *advocatio* raised therein, did not result in any expressed decision on this point and the arguments relied on before the Judges and accepted by them—the arguments relating to the poverty of the Priory—were quite unconnected with that part of the proceedings; the desired confirmation is not therefore to be found here. As to the actual relations with Jersey arising from the gifts made to the Priory by the inhabitants of that island or the occasional visits of the Prior to Jersey, these are at least counterbalanced by the relations and the ecclesiastical discipline then existing between the Priory of the Ecrehos and the Abbey of Val-Richer which was on French soil. Neither here nor in any similar facts is it possible to find anything which confirms or invalidates the hypothesis according to which the disputed islets would appear to have formed a part of the islands held by the King of England in 1360.

The period which followed was one of strife in the course of which the advantage often lay with English arms. During a great part of this period Continental Normandy itself was in the hands of the King of England. The Treaty of Troyes of 1420, which made

du roi d'Angleterre l'héritier de la couronne de France — héritage dont la suite des temps ne lui permit pas de garder le profit — rattachait expressément le duché de Normandie à la couronne de France et maintenait la distinction des deux royaumes sous l'autorité d'un même « roi et souverain seigneur ». Finalement, ces luttes prolongées aboutirent à la persistance de la domination française en Normandie continentale et de la domination anglaise à Jersey, Guernesey et autres îles : le partage était maintenu sans que les termes en aient été précisés par les traités ultérieurs.

Ceux qui ont été mentionnés au cours des débats ne me paraissent pas apporter une contribution à la solution du litige. La convention sur la pêche de 1839 est étrangère à la question de souveraineté. Toutefois, elle ne peut être complètement ignorée. Cette convention, en effet, par ses dispositions sur la pêche commune, a, soit directement, soit par l'effet d'une interprétation libérale traditionnelle dictée par la nature des lieux, fourni une justification suffisante des faits de pêche et même de faits d'utilisation des îlots accessoirement aux besoins de la pêche ; des faits de cet ordre n'ont donc pas à être retenus comme fournissant une indication utile sur la question de souveraineté.

Tout cela ne dépasse pas une interprétation vraisemblable mais non assortie de preuves décisives, selon laquelle les îlots litigieux étaient tenus par le roi d'Angleterre en 1360 et devraient, en conséquence, être considérés comme lui ayant été reconnus par ce traité. Cependant, une hésitation subsiste car cette interprétation conduit à consacrer un accroissement du droit du roi d'Angleterre et un abandon du droit du roi de France sur ces îlots par rapport à ce qu'avait décidé le traité de 1259.

Cette situation incertaine demeura telle pendant longtemps sans qu'on cherchât à la clarifier. D'un côté comme de l'autre on se désintéressait de ces îlots, et quand la disparition du prieuré entraîna la disparition du feu qu'il entretenait dans l'île d'Écréhou pour guider les pêcheurs, ni Jersey ni Val-Richer ne se préoccupa, semble-t-il, de pourvoir au maintien du seul service public qui, pendant des siècles, ait existé dans ces îlots. Quand, au XIX<sup>me</sup> siècle, on s'occupa sinon des îlots eux-mêmes mais de cette région, ce fut d'abord pour y régler la pêche par la convention de 1839 sans poser la question de la souveraineté sur les îlots. Cette question n'apparaît que dans le dernier quart du XIX<sup>me</sup> siècle.

De nombreux faits ont été invoqués à l'appui des prétentions opposées des deux Gouvernements à la souveraineté sur les îlots litigieux, en particulier des faits qui se sont produits aux XIX<sup>me</sup> et XX<sup>me</sup> siècles. Dans l'examen de ces faits, il ne faut pas perdre de

the King of England heir to the Crown of France—an inheritance of which subsequent events did not permit him to reap the fruits—expressly re-attached the Duchy of Normandy to the Crown of France, and it preserved the distinction between the two Kingdoms under the authority of one and the same “King and sovereign lord”. Finally, this prolonged strife resulted in the maintenance of French domination in Continental Normandy and English domination in Jersey, Guernsey and other islands: the division was preserved by the later Treaties without its terms being clearly defined by them.

Those which have been referred to in the arguments do not appear to me to assist the solution of the dispute. The Fishery Convention of 1839 is irrelevant on the question of sovereignty. It cannot, however, be completely disregarded. This Convention, indeed, by its provisions on common fishery, either directly or as the result of a traditional liberal interpretation dictated by the character of the places in question, furnished sufficient justification for fishery acts and even for acts of user of the islets in connection with fishing requirements; facts of this sort cannot thus be taken into consideration as providing any helpful indication on the question of sovereignty.

All these elements provide no more than an interpretation which is probable but not backed by decisive proof, that the disputed islets were held by the King of England in 1360 and that they must therefore be regarded as having been acknowledged his by the Treaty of that year. Some doubt must still linger, however, since this interpretation would lead to the acceptance of the view that there was an increase in the rights of the King of England on these islets and a corresponding abandonment of his rights by the King of France in relation to what had been decided in the Treaty of 1259.

This uncertain situation continued for a long period without any attempt being made to clarify it. On both sides a lack of interest was displayed in these islets, and when the disappearance of the Priory brought about the disappearance of the light which it had maintained on the island of Écrehos for the guidance of fishermen, neither Jersey nor Val-Richer, it seems, was concerned to maintain the only public service which for centuries existed on these islets. When, in the nineteenth century, an interest was taken not in the islets themselves but in this area, this was concerned in the first place with the regulation of fisheries by the Convention of 1839, but the question of sovereignty over the islets was not raised. This question arose only in the last quarter of the nineteenth century.

A great many facts have been relied upon in support of the rival claims of the two Governments to sovereignty over the disputed islets, particularly facts which occurred in the nineteenth and twentieth centuries. In considering such facts one must not

vue que le litige porte non sur des prétentions opposées à l'acquisition de la souveraineté sur un territoire *nullius*, mais de l'interprétation du partage effectué au moyen âge. Le fait de l'exercice par un État de son autorité sur les îlots litigieux ou sur certains d'entre eux ne constitue que l'expression de la conviction de cet État touchant sa propre souveraineté sur ces îlots, quand il ne répond pas tout simplement et sans autre pensée à la préoccupation de pourvoir à la protection de ses nationaux en l'absence de toute autorité établie sur les lieux : l'expression unilatérale de cette conviction ne suffit pas à déchoir l'autre État de sa propre prétention, pas plus que la protestation de l'un n'a semblable effet à l'encontre de l'autre. Entre les deux États existait une contestation au moins latente sur l'interprétation du partage, contestation que l'un d'eux n'a pas pu trancher à son profit par un acte unilatéral. Ce qu'il faut rechercher pour arriver à une interprétation actuellement valable en droit du partage ancien, c'est, tout d'abord, si les faits invoqués font apparaître que l'un des Gouvernements ait renoncé à sa propre prétention ou reconnu celle de l'autre Partie. La constatation d'un tel fait, d'une telle admission suffirait à trancher le débat. A défaut d'une telle constatation, il faut rechercher si les faits invoqués confirment ou contredisent l'interprétation selon laquelle le traité de 1360 aurait fait tomber les îlots litigieux dans le lot du roi d'Angleterre, interprétation jusqu'ici fondée sur l'hypothèse simplement probable que le roi d'Angleterre, tenant les îles principales en 1360, tenait aussi les îlots litigieux.

Sur le premier point, on doit déterminer l'effet de la lettre du ministre français de la Marine, du 14 septembre 1819, dont copie, accompagnée d'une carte, a été remise, le 12 juin 1820, par l'ambassadeur de France au Foreign Office ; mention y est faite des « îles .... des Minquiers possédées par l'Angleterre ». Prise à la lettre, cette mention trancherait le débat pour les Minquiers, mais il ne me semble pas qu'on puisse lui reconnaître une telle autorité. Cette lettre n'a été transmise que pour fournir des éclaircissements, à l'occasion d'une négociation portant sur la protection des huîtrières, non sur la souveraineté ; elle émane d'un ministre qui n'a pas qualité pour prononcer sur une question de souveraineté territoriale et elle révèle même, chez son auteur, certains oublis graves ; à Londres, elle fut jugée de si peu de poids que Canning, rédigeant ses instructions en vue des négociations qui suivirent et se plaçant sur le terrain du droit exclusif de pêche d'un État dans ses eaux territoriales et de la réciprocité, tout en admettant une zone de pêche réservée autour des îles Chausey qu'il tenait pour « inhabitées », n'a rien prévu ni pour les Minquiers ni pour les Écréhous. Le propos du ministre de la Marine ne paraît donc pas constituer une admission dont on puisse faire état aujourd'hui. Il serait tout aussi exagéré d'entendre le silence de Canning comme

lose sight of the fact that the dispute relates not to rival claims to have acquired sovereignty over territory which was *nullius*, but to the interpretation of the division which was effected in the Middle Ages. The fact that one State exercised its authority on the disputed islets or on some of them constitutes no more than the expression of that State's convictions with regard to its own sovereignty over the islets, if it be not merely a reflection of its desire, a desire without ulterior motives, to provide for the protection of its nationals in the absence of any established authority in the region: a unilateral expression of such convictions is not sufficient to invalidate a claim of the other State any more than a protest by one has this effect as against the other. There was at least a latent conflict between the two States as to the interpretation of the division, a conflict which it was not open to one of them to settle in its favour by a unilateral act. What must be ascertained in order to arrive at an interpretation of this ancient division which is now legally valid is, in the first place, whether the facts invoked reveal that either Government renounced its own claim or acknowledged that of the other Party. The discovery of such a fact or of such an admission would be sufficient to settle the issue. In the absence of a finding of this sort it is necessary to ascertain whether the facts invoked are consistent or inconsistent with the interpretation that the Treaty of 1360 placed the disputed islets within the portion assigned to the King of England, an interpretation so far based on the hypothesis, which is merely one of probability, that the King of England, who held the principal islands in 1360, also held the disputed islets.

On the first point, it is necessary to determine the effect of the letter of September 14th, 1819, from the French Minister of Marine, of which a copy, together with a chart, was transmitted to the Foreign Office on June 12th, 1820, by the French Ambassador; this contained a reference to the "islands of ... the Minquiers which are in the possession of England". If it is to be taken literally, this reference would resolve the matter in respect of the Minquiers, but it seems to me that one cannot attribute such authority to it. This letter was forwarded only to provide certain clarification, in the course of negotiations relating to the protection of oyster fisheries and not to sovereignty; it emanated from a Minister without authority to make decisions pertaining to questions of territorial sovereignty and indeed it reveals certain serious lapses of memory on the part of its author; in London it was considered of so little weight that Canning, when drafting his instructions for the purpose of the ensuing negotiations, based himself on the ground of the State's exclusive fishery rights in its territorial waters and on that of reciprocity and, while admitting the existence of a belt of reserved fishery around the Chausey Islands—which he described as "uninhabited"—made no provision for either the Minquiers or the Ecrehos. The words of the Minister

impliquant qu'il reconnaissait ces îlots comme échappant à la souveraineté britannique. D'un côté comme de l'autre, les hommes d'État responsables ne se posaient pas alors cette question.

Moins explicite dans les termes mais de plus grande portée au fond me paraît l'attitude des deux Gouvernements à propos d'un incident de pêche en 1869. A cette époque, des pêcheurs de Jersey s'étant plaints de déprédations commises aux Minquiers et imputées par eux à des pêcheurs français, ces faits ne donnèrent pas lieu à des actes de police et de juridiction de la part des autorités de Jersey comme c'eût été la conséquence normale de la souveraineté britannique sur ces îlots. Passant, à la demande des autorités de Jersey, sur le plan gouvernemental, donc à un niveau où ceux qui avaient à s'en occuper avaient qualité pour prendre parti sur une question de souveraineté territoriale, ces plaintes firent l'objet d'une démarche de l'ambassade britannique demandant au Gouvernement français de prendre les mesures appropriées ; ce Gouvernement procéda à une enquête dont il communiqua les résultats à l'ambassade. A cette occasion, on a donc vu le Gouvernement de Londres prendre une attitude paraissant impliquer qu'il ne se jugeait pas fondé à tenir les Minquiers pour possession britannique. On ne pourrait écarter cette interprétation que si l'on considérait qu'il a agi là dans un esprit de modération, avec le souci de ne pas aggraver un incident minime, à propos duquel il s'agissait surtout de faire apparaître si l'accusation avancée reposait sur quelque fondement.

Un fait analogue s'est produit en 1929, également à propos des Minquiers, quand Le Roux y eut entrepris une construction à la suite d'un bail à lui consenti par l'administration française. Les autorités britanniques ne cherchèrent pas davantage à l'en empêcher par l'exercice des pouvoirs de police et de juridiction qu'elles prétendent posséder aux Minquiers au titre de la souveraineté territoriale. Le Gouvernement britannique s'adressa au Gouvernement français, lui demandant d'empêcher Le Roux de continuer la construction commencée, ce qui fut fait. En cette affaire, aucun des deux Gouvernements n'est allé jusqu'au bout de sa thèse touchant sa souveraineté sur les Minquiers. Leur esprit commun de modération ne peut préjudicier ni à l'un, ni à l'autre.

Il ne me semble pas qu'on soit autorisé à déduire de ces faits ni d'autres de même ordre la renonciation par l'un ou l'autre État à sa propre prétention à la souveraineté sur les îlots litigieux, l'admission de la prétention adverse.

of Marine would not therefore appear to amount to an admission upon which reliance can be placed at the present day. It would be equally wrong to construe Canning's silence upon this point as implying an acknowledgment by him that these islets were outside British sovereignty. For neither of the responsible statesmen did this question arise at that time.

Though in terms less explicit, the attitude of the two Governments with regard to a fishery incident in 1869 seems to me to be of greater significance so far as the substance is concerned. Some Jersey fishermen had then complained of certain depredations committed on the Minquiers for which they blamed French fishermen. But these facts did not give rise to any police acts or any exercise of jurisdiction on the part of the Jersey authorities such as might normally have followed from the British possession of sovereignty over these islets. These complaints were dealt with, at the request of the Jersey authorities, on a governmental level, that is to say, on a level where those who had to deal with them had authority to decide questions of territorial sovereignty. The complaints were the subject of a *démarche* by the British Embassy which requested the French Government to take appropriate measures; the latter Government undertook an enquiry the results of which it communicated to the Embassy. It can thus be seen that on this occasion the Government in London adopted an attitude which would seem to imply that it did not consider itself entitled to regard the Minquiers as a British possession. Such an interpretation can be avoided only if it be considered that that Government was then acting in a spirit of moderation desiring not to aggravate a trifling incident with regard to which the most important point was to ascertain whether the charge that had been made had any basis in fact.

There was a similar incident in 1929, again in connection with the Minquiers, when one Le Roux started building there after a lease had been granted to him by the French Administration. Again the British authorities did not attempt to prevent him by the exercise of the police or jurisdictional powers which they claimed to possess on the Minquiers by virtue of territorial sovereignty. The British Government addressed itself to the French Government, requesting it to prevent Le Roux from carrying on with the building he had started, and this was done. In this case neither of the two Governments went as far as its contentions in relation to sovereignty over the Minquiers. The spirit of moderation which they both displayed can prejudice neither the one nor the other.

It does not seem to me that one would be entitled to conclude from these facts, or from other facts of a similar nature, that there was any renunciation by either State of its claim to sovereignty over the disputed islets, or any acknowledgment of the rival claim.



Il faut alors rechercher si les faits invoqués de part et d'autre sont de nature à confirmer ou à infirmer l'interprétation selon laquelle le partage médiéval a fait tomber les îlots litigieux dans le lot du roi d'Angleterre. C'est là rechercher non la naissance d'un titre nouveau à son profit mais la confirmation d'une interprétation probable, mais encore incertaine, de ce partage.

Ainsi que je l'ai déjà indiqué en me référant à la convention de 1839 et à l'interprétation libérale qu'elle a reçue en pratique, on ne peut rien tirer, à cet égard, des faits de pêche ni des faits se rattachant à l'exercice de celle-ci.

De nombreux faits non contestés dans leur réalité sinon dans les déductions qu'on a prétendu en tirer, montrent que les autorités de Jersey ont, depuis longtemps, maintes fois et de façon suivie, porté leur attention sur ce qui se passait aux Écréhous et aux Minquiers et ont agi en conséquence. Elles l'ont fait par des actes de juridiction, de police et d'administration. Dans ces actes de juridiction, j'hésiterais à voir des actes de juridiction territoriale. Les faits auxquels ils se rapportaient, se passant sur des îlots qui ne sont pas beaucoup plus que des émergences de la mer et où ne se trouvait aucune autorité établie, pouvaient aisément fournir occasion à une extension de compétence tout comme si le délit avait été commis ou l'épave recueillie en haute mer. Lord Finlay, dans son opinion sur l'arrêt n° 9, a indiqué cette extension de compétence pour les affaires maritimes (C. P. J. I., série A, n° 10, p. 51). La juridiction a été exercée à l'égard de Jersiais ; lors de l'incident de 1869 et lors de l'affaire Le Roux, plutôt que de la mettre en action, il a été fait recours par le Gouvernement britannique à l'action des autorités françaises, ce qui contredit ce caractère essentiel de la compétence territoriale de s'exercer à l'égard de tous. Des opérations de recensement s'étendant à des personnes se trouvant dans les îlots ou à des faits qui y sont accomplis n'impliquent pas l'exercice d'une compétence territoriale ; il en est de même de l'imposition à Jersey de Jersiais pour des biens possédés par eux dans les îlots ; rien n'interdit à un État d'imposer ses ressortissants pour des avoirs situés à l'étranger ou de dresser la statistique de faits accomplis à l'étranger. L'établissement par les autorités de Jersey d'un bureau de douane dans les îlots aurait par lui-même un caractère, semble-t-il, plus accusé ; mais, d'une part, aucun renseignement n'a été fourni sur les opérations effectuées par ce bureau, d'autre part on peut lire dans un document de 1886 produit par le Royaume-Uni que « les pataches de la douane [française] vont une fois par semaine aux Écréhous » ; enfin, l'on ne doit pas oublier que la pratique internationale admet ou tolère le contrôle douanier exercé par un État au delà de ses eaux territoriales.

It thus becomes necessary to enquire whether the facts invoked on either side are such as to confirm or invalidate the interpretation according to which the medieval division resulted in the disputed islets being included in the portion of the King of England. We are not here concerned to seek the birth of any new title enuring to him, but rather confirmation of the correctness of a probable, though uncertain, interpretation of this division.

As I have indicated, when I referred to the 1839 Convention and to the liberal construction which in practice was given to it, no conclusion can be drawn in this connection from the fishery acts or from acts connected with fishing.

There are numerous facts, the existence of which has not been challenged—although there is disagreement as to the conclusions to be drawn therefrom—which show that the Jersey authorities have for a long time, on repeated occasions and in a consistent manner, concerned themselves with what was happening on the Ecrehos and the Minquiers and have acted accordingly. They have done so by the assumption of jurisdiction and by police and administrative acts. I have some hesitation in regarding the assumption of jurisdiction as the assumption of territorial jurisdiction. The facts to which the jurisdiction related occurred on islets which are not much more than emerged rocks on which there was no established authority, and they could thus easily furnish the occasion for an extension of jurisdiction just as if the wrong had been committed or the wreckage had been gathered on the high seas. Lord Finlay, in his opinion in Judgment No. 9, referred to this extension of jurisdiction in maritime cases (P.C.I.J., Series A, No. 10, p. 51). Jurisdiction was exercised with regard to Jersey men; at the time of the incident of 1869 and in the case of Le Roux, instead of applying jurisdiction, recourse was had by the British Government to action by the French authorities. Such recourse is inconsistent with the essential characteristic of territorial jurisdiction which is its exercise in respect of all persons. Census operations extending to persons on the islets or to acts carried out there do not imply the exercise of a territorial competence; the same is true of rates imposed upon Jersey men, in Jersey, in respect of property belonging to them on the islets; there is nothing to prevent a State's taxation of its nationals in respect of property abroad or its compilation of statistics of facts occurring abroad. The setting up of a custom-house on the islets by the Jersey authorities would seem to be more significant; but, in the first place, no information relating to operations carried on there has been submitted and, secondly, we read in a document of 1886 produced by the United Kingdom that "[French] customs cutters go once a week to the Ecrehos". Finally, it must not be forgotten that international practice recognizes or tolerates customs control carried out by a State outside its territorial waters.

Que si, d'autre part, les Jersiais ont fait dresser à Jersey et dans la forme qui y est accoutumée leurs actes d'acquisition ou de cession de biens dans les îlots, il faut voir en cela moins un exercice de l'autorité publique sur ces îlots que le recours au seul moyen pratique qui fût à la disposition des intéressés.

Du moins les faits ci-dessus brièvement relatés et d'autres faits analogues montrent que, depuis longtemps et d'une manière suivie, les autorités de Jersey ont pris intérêt à ce qui se passait aux Écréhous et aux Minquiers et qu'elles ont agi à ce propos dans la mesure et de la manière correspondant à la nature de ces îlots et à l'utilisation dont ils sont l'objet. Elles l'ont fait sans se heurter à une action concurrente et encore moins exclusive de la part des autorités françaises. Ces dernières se sont montrées beaucoup plus réservées. On ne peut reprocher au Gouvernement français d'avoir recherché parfois un règlement du différend par voie de transaction, mais on ne peut être insensible ni aux hésitations qu'il a longtemps éprouvées à avancer sa thèse ni à l'abstention au moins relative des autorités françaises à agir à l'égard de ce qui se passait aux Écréhous et aux Minquiers.

Des faits ainsi allégués et, en particulier, de l'action des autorités de Jersey non gênée par une action concurrente de la part des autorités françaises, on peut déduire une confirmation *ex post facto* du caractère raisonnable de l'hypothèse précédemment énoncée selon laquelle le roi d'Angleterre, tenant les îles principales en 1360, était en situation d'exercer son pouvoir sur les Écréhous et les Minquiers, qu'il les tenait au sens du traité.

Ces mêmes faits font apparaître que, sans établissement d'une autorité locale propre aux îlots litigieux, il y a eu, dans la mesure correspondant à la nature de ceux-ci, une activité plus grande, plus suivie des autorités de Jersey que de la part des autorités françaises, et ainsi une tradition de rattachement des îlots à Jersey s'est établie. De cela se dégage l'interprétation que la pratique a donnée du partage de 1360, interprétation apparaissant déjà avant l'ouverture de la controverse entre les deux Gouvernements sur la souveraineté et qui s'est maintenue en pratique au cours de cette controverse. Ladite interprétation confirme celle ci-dessus avancée.

Ainsi le Royaume-Uni a, à l'époque moderne et contemporaine, tenu les îlots litigieux de sorte que l'hypothèse selon laquelle le roi d'Angleterre les tenait autrefois apparaît comme raisonnable. En même temps la pratique a interprété le partage médiéval dans le sens d'une attribution au roi d'Angleterre de ces îlots. Tout cela, cependant, s'est fait non en des termes absolus mais avec des nuances ; les autorités britanniques ont agi avec modération, hésitant à exercer dans leur plénitude les droits auxquels le

If, moreover, Jersey men prepared their instruments of purchase or conveyance of property on the islets in Jersey and in the forms usual there, this is to be regarded less as an exercise of public authority over these islets than as an adoption of the only practical means available to those concerned.

At least the facts briefly mentioned above and other similar facts show that for a long time and in a consistent manner the Jersey authorities have taken an interest in what was happening on the Ecrehos and the Minquiers and that they took action in this connection to an extent and in a way appropriate to the character of these islets and the use which was made of them. They did this without encountering any competing action, still less any exclusive action, on the part of the French authorities. The latter displayed a far greater reserve. The French Government cannot be reproached for having sometimes sought a settlement of the dispute by means of compromise, but it is impossible not to have regard to the hesitation it showed for a long time to press its contentions and to the at least relative abstention of the French authorities from taking action with regard to what was happening on the Ecrehos and the Minquiers.

From the facts thus alleged and, in particular, from the action of the Jersey authorities, unimpeded by competing action on the part of the French authorities, it is possible to deduce some *ex post facto* confirmation of the reasonableness of the hypothesis previously stated, according to which the King of England, who held the principal islands in 1360, was in a position to exercise power over the Ecrehos and the Minquiers and that he held these islets within the meaning of the Treaty.

From these same facts it appears that, in the absence of the establishment of a separate local authority on the disputed islets, there was, to the extent permitted by the character of these islets, greater and more continuous activity on the part of the Jersey authorities than on the part of the French authorities and that in this way a tradition of the attachment of the islets to Jersey has grown up. This reveals the interpretation which in practice has been given to the division of 1360. An interpretation already manifested before the birth of controversy between the two Governments as to sovereignty which has subsisted in practice throughout the course of this controversy. This interpretation confirms the interpretation previously advanced.

Thus the United Kingdom has, in modern times and at the present day, held the disputed islets so that the hypothesis that the King of England formerly held them appears to be reasonable. At the same time the medieval division has been interpreted in practice in the sense of an attribution of the islets to the King of England. All this, however, was done not in absolute terms but in a somewhat flexible manner; the British authorities have acted with moderation, hesitating to exercise the full rights which

Royaume-Uni prétend aujourd'hui, s'adressant aux autorités françaises plutôt que d'agir envers des Français. Pour maintenir ce qu'a établi la pratique sur la base d'actes anciens et d'une interprétation libérale, ces nuances devraient aussi être maintenues. Mais il n'a été demandé à la Cour ni par le compromis, ni dans les écritures, ni au cours des débats, de prescrire semblable maintien.

Cela étant et en présence des données ci-dessus rappelées, la décision énoncée par l'arrêt me paraît justifiée.

(Signé) BASDEVANT.

the United Kingdom now claims, addressing themselves to the French authorities in preference to taking action against Frenchmen. In order to maintain what has been established by practice on the basis of ancient instruments and of a liberal interpretation, this flexibility should likewise be maintained. But the Court has not been asked either in the Special Agreement or in the written proceedings or in the course of the arguments to prescribe such a maintenance.

This being so, and in the light of the facts referred to above, the decision set forth in the Judgment appears to me to be justified.

*(Signed)* BASDEVANT.